



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

JPR/814

**Arrêté du 19 octobre 2022
mettant en demeure la société MAHLE BEHR de se mettre en conformité avec certaines
prescriptions réglementaires relatives au prélèvement en eau et à la préservation des
ressources, pour son site situé à ROUFFACH**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, livre I, titre VII du code de l'environnement et notamment ses articles L.514-5, L.171-6 et L.171-8-I,

Vu le code de l'environnement, livre I, titre VIII du code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46,

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-129-9 daté du 9 mai 2005 portant au titre du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, prescriptions à la société BEHR France pour son site de Rouffach,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014191-0028 du 10/07/2014 portant prescriptions complémentaires et codificatif à la société MAHLE BEHR France s'agissant de la mise à jour des installations du site industriel du 5 avenue de la Gare à ROUFFACH au titre du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement,

Vu l'arrêté préfectoral 2022-006-SEEEN-BRIOD du 21/07/2022 portant limitation provisoire de certains usages de l'eau au sein de la zone d'alerte « Doller amont, Fecht, Weiss, Lauch » dans le département du Haut-Rhin,

Vu l'arrêté préfectoral 2022-010-SEEEN-BRIOD du 3/08/2022 portant limitation provisoire de certains usages de l'eau au sein de la zone d'alerte « Doller amont, Fecht, Weiss, Lauch » dans le département du Haut-Rhin,

Vu la visite d'inspection du site réalisée le 17 août 2022,

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 29 août 2022 suite à cette visite,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 17 août 2022, que le volume d'eau total annuel prélevé en nappe est supérieur depuis plus de deux ans au volume maximum autorisé, ce qui constitue un non-respect de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral n° 2005-129-9 du 9 mai 2005 susvisé,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 17 août 2022, que le volume prélevé en nappe à des fins thermiques (sur les puits n° 124 et 126) sur l'année 2022 est supérieur au volume maximal annuel autorisé ce qui constitue un non-respect de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral n° 2005-129-9 du 9 mai 2005 susvisé,

Considérant que l'exploitant a réalisé des modifications de ses installations de refroidissement pour le rafraîchissement des halls de production en 2019, qui ont conduit à augmenter le volume d'eau prélevé, sans en informer préalablement le préfet ce qui constitue un non-respect de l'article L.181-14 du Code de l'Environnement ainsi que de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2005-129-9 du 9 mai 2005 susvisé,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 17 août 2022, l'absence de relevé quotidien des dispositifs de mesure totalisateur des prélèvements d'eau alors que le débit prélevé dépasse 100 m³/j ce qui constitue un non-respect de prescriptions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 17 août 2022, l'absence d'organisation permettant à l'exploitant de suivre l'évolution de l'état de la ressource au droit de son site ainsi que l'absence de suivi des prélèvements d'eau, depuis le début du passage en vigilance renforcée le 21 juillet 2022 de la zone « Doller amont, Fecht, Weiss, Lauch » et ce jusqu'au jour de la visite d'inspection alors que cette même zone est passée en crise le 3 août 2022, ce qui constitue un non-respect de l'article 2-3 des arrêtés préfectoraux du 21 juillet 2022 et du 3 août 2022 susvisés,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 17 août 2022, que l'exploitant n'était pas en mesure de justifier que la température de ses rejets des eaux de refroidissement n'entraînait pas une élévation de température supérieure à 3°C du cours d'eau, ce qui constitue un non-respect de l'article 9.3.4 de l'arrêté préfectoral n° 2005-129-9 du 9 mai 2005 susvisé,

Considérant qu'il convient de demander à la société MAHLE BEHR France de réaliser un suivi de la température de ses rejets des eaux de refroidissement et de leur impact sur le cours d'eau en période de sécheresse afin de préserver la vie aquatique, intérêt mentionné à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société MAHLE BEHR France, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 5 avenue de la Gare – 68250 ROUFFACH, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles 2 à 6 suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées 5 avenue de la Gare – 68250 ROUFFACH.

Article 2 : Prélèvements et consommations en eau

À compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2005 susvisé :

« [...]

L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles, dans la nappe, au niveau du local incendie :

- un volume annuel maximal de : 700 000 m³

- un débit instantané maximal des pompes : 18, 65 et 77 m³/h.

[...] »

Article 3 :

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2005 susvisé et de l'article L.181-14 du code de l'environnement :

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

Article 4 : Suivi des prélèvements d'eau

À compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

« Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition.

[...]. »

Article 5 : Prélèvements et consommation d'eau en période de sécheresse

À compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 2-3 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2022 susvisé :

«

Usage	Crise
Industries ICPE (doivent se conformer à leur arrêté)	Niveau IV : Prélèvements minimaux (pour mise en sécurité si nécessaire)

Tout exploitant d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) met en place une organisation qui lui permet de suivre l'évolution de l'état de la ressource au droit de son site.

Le registre de prélèvement prévu par le code de l'environnement devra être rempli hebdomadairement et mis à dispositions des services de contrôle.

Les restrictions à mettre en place dépendent de l'usage de l'eau sur site :

- pour les usages non liés au process industriel, notamment l'arrosage des espaces vert, le lavage des véhicules, voirie et bâtiments ne répondant pas à des exigences sanitaires, les mêmes limitations que celles mentionnées au paragraphe 2-1 s'appliquent ;

- pour les usages liés au process industriel, l'exploitant doit se conformer aux dispositions spécifiques relatives à la gestion de la ressource en eau prévues dans l'autorisation administrative. »

Article 6 : Condition de rejet des eaux de refroidissement

À compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 9.3.4 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2005 susvisé :

« Les eaux de refroidissement non recyclées (PAC et compresseur) sont rejetées à la Lauch par trois points de rejets.

Ces rejets doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

[...]

- température < à 28°C et ne pas entraîner une élévation de température supérieure à 3°C dans le cours d'eau,

[...]. »

Article 8 : Mesure conservatoire - Suivi de la température des rejets des eaux de refroidissement et de la température de la Lauch

À compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise un suivi quotidien de la température de ses rejets et de leur impact sur la température du cours d'eau, la Lauch, pendant la période de sécheresse décrétée par le préfet (du niveau Vigilance au niveau Crise). Le résultat de ce suivi est adressé chaque semaine à l'inspection des installations classées.

Article 9 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 10: Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 19 octobre 2022

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT